

Recherche et développement

trompe, monsieur l'Orateur. Les chiffres que m'a donné Statistique Canada ne me satisfont pas entièrement. J'ai essayé de tirer certaines conclusions à partir de ces chiffres et voici ce que j'en pense; il est à mon sens important d'essayer au moins d'interpréter les chiffres pour voir ce que nous avons fait dans le domaine de la recherche industrielle et pour quelles raisons.

Que nous disent ces chiffres à notre sujet? Je pense que, par rapport à d'autres pays, nous avons consacré relativement peu d'argent à la recherche, peu importe la raison. Je suppose que l'on peut d'une manière ou l'autre relier cette constatation à une politique, consciente ou non, je l'ignore. Il y a une minute, j'ai fait allusion à un de nos anciens artisans de politiques, M. C. D. Howe, qui a favorisé le développement très rapide du Canada mais qui nous a laissé entre les mains d'un bon nombre d'entreprises étrangères. Voilà peut-être ce que la plupart des tendances nous disent. Il faut peut-être aller plus loin. Je suis toutefois convaincu que c'est une des raisons. Tant que notre économie sera ainsi vassalisée, nous pourrions difficilement être à la hauteur des principaux pays, surtout dans les secteurs qui relèvent de l'industrie privée.

Comparativement à d'autres pays, nous investissons davantage dans la recherche menée dans le secteur public que dans le secteur privé. On peut interpréter cela comme étant bon ou mauvais. Il semble que le gouvernement ait investi davantage dans l'industrie, du moins relativement, et cela montre que d'une façon ou d'une autre le gouvernement a pris la mauvaise habitude de tenter de pallier les insuffisances du secteur privé. C'est le gouvernement qui consacre le plus d'argent à la recherche au pays, et s'il n'investit pas assez, les entreprises, et ensuite les universités...

L'Orateur suppléant (M. Turner): A l'ordre. Je regrette d'interrompre le député, mais son temps de parole est expiré.

M. Jack Murta (Lisgar): Monsieur l'Orateur, j'aimerais prendre part à ce débat et traiter d'un aspect qui a été abordé aujourd'hui par le chef de l'opposition (M. Clark), mais qui n'a pas été discuté en détail par d'autres orateurs. Je fais allusion plus précisément à la proposition d'adjuger des contrats de recherche au secteur privé dans le domaine agricole, proposition qui inquiète énormément les agriculteurs.

Cette proposition, qui permettrait d'investir davantage d'argent dans la recherche dans le secteur privé, sont valables pour la plupart des secteurs de l'économie. Mais l'agriculture fait exception. C'est différent dans le cas de l'agriculture. Ce n'est pas du tout pratique d'appliquer cette proposition à certains secteurs de l'industrie agricole. En fait, cela serait nuisible. A mon avis, deux personnes sont surtout à blâmer pour la situation dans laquelle se retrouvent les éleveurs de plantes, par exemple. Premièrement, le ministre chargé de la Science et de la Technologie, qui n'a pas compris les implications de cette politique pour l'agriculture, et deuxièmement, le ministre de l'Agriculture (M. Whelan) qui ne s'est pas battu avec suffisamment d'ardeur pour que les agriculteurs soient exemptés de ces dispositions.

Il n'y a aucun doute qu'à l'avenir, les produits agricoles constitueront la majeure partie des exportations du Canada. A l'heure actuelle, elle vient environ au troisième rang, en dollars, sur la liste des facteurs contribuant à équilibrer notre balance commerciale. A mesure que le revenu augmentera dans divers pays du monde, ces pays exigeront une nourriture plus variée et de meilleure qualité. Il est intéressant de noter

que le niveau de vie s'élève en Russie, et qu'en même temps, la demande de viande s'accroît. Ce qui n'est pas douteux, c'est que la Russie importe plus de céréales que jamais auparavant. La seule grande région du monde qui puisse produire des réserves de nourriture dans un avenir rapproché, est l'Amérique du Nord. La recherche agricole sera un facteur très important dans toute cette question de la production de nourriture.

Qu'est-il advenu de la recherche agricole au cours des dernières années? Elle ne se porte pas très bien, monsieur l'Orateur. En fait, elle perd du terrain sur l'inflation. Les fonds affectés à la recherche agricole sont parmi ceux qui rapportent le plus. Que nous réserve l'avenir si nous maintenons cette politique? Si nous n'investissons pas davantage dans la recherche agricole, notre production va diminuer. Cette baisse de la production entraînera pour les consommateurs une hausse des prix des aliments, et nous assisterons à une baisse de nos exportations. A maintes reprises, les producteurs de graine de colza ont exercé des pressions auprès des parlementaires pour qu'on accorde une aide accrue à la recherche agricole, mais on n'a pas répondu à leurs attentes de façon satisfaisante. Les fonds affectés à la recherche dans le secteur de la machinerie agricole sont insuffisants, surtout dans l'Ouest. Inutile d'espérer que nos agriculteurs seront en mesure de faire face à la concurrence, si nous ne redoublons pas d'effort dans le domaine de la recherche agricole.

● (2052)

Le gouvernement devrait revoir sa récente décision de réduire la recherche agricole dans le secteur gouvernemental. La plupart des organismes s'opposent à ce projet du gouvernement. La Fédération canadienne de l'agriculture, qui représente des associations d'agriculteurs de toutes les régions du Canada, s'est élevée contre cette mesure. Lors d'une conférence agricole tenue récemment à Regina, les représentants des associations d'agriculteurs de l'Ouest ont désapprouvé ce projet. L'institut agricole du Canada, porte-parole des agronomes professionnels du Canada, s'est élevé contre cette proposition. Dans son mémoire, l'Institut agricole du Canada a dit, et je cite:

La récente proposition du gouvernement de faire passer la recherche des laboratoires gouvernementaux aux laboratoires de l'industrie par le biais d'adjudication de contrats provoquera inévitablement le chaos et l'élimination des programmes permanents de recherche agricole actuellement menés avec efficacité, les chances de les voir repris avec succès sur une base permanente par l'industrie étant bien minces.

L'Institut agricole du Canada affirme que le pays devrait faire un gros effort de recherche dans le domaine industriel, mais, et je cite:

... cela ne doit pas être accompli au détriment des équipes de recherche existantes que ce soit au sein des centres du gouvernement ou des universités, car le secteur primaire de l'industrie est actuellement dépourvu d'équipes et d'installations de recherche.

La seule solution, d'après l'IAC, c'est d'accroître les crédits à la recherche dans trois secteurs: les centres de recherche du gouvernement, les universités et le secteur privé. Bien sûr elle a raison. Quant à la Fédération canadienne de l'agriculture, qui représente les agriculteurs du pays, elle a déclaré:

Les agriculteurs font face à une concurrence de plus en plus dure de la part de producteurs jouissant de climats plus favorables, et si nous voulons que l'agriculture canadienne se maintienne, il nous faut absolument chercher de nouvelles possibilités en matière de races, d'élevage, de technologie et de gestion.